

# Philippe Close : « J'en ai marre du négativisme permanent ! »

► Les partis flamands veulent réduire le nombre de communes, de zones de police ?  
« On part d'un match de foot qui tourne mal et on en arrive à réformer toutes les institutions... Quelle folie ! », réplique le bourgmestre de Bruxelles.  
► Qui met en garde :  
« Attention à l'aventure institutionnelle, on joue avec le feu. »

**ENTRETIEN**  
**B**ourgmestre de Bruxelles depuis juillet, Philippe Close (PS) a eu fort à faire depuis sa prestation de serment : des échauffourées médiatisées à Lemonnier et à La Monnaie, des différends avec le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA), des velléités (flamandes) de big-bang institutionnel...

**Après les « émeutes », le SP.A soumet un plan de réformes visant notamment à fusionner les communes bruxelloises...**

Les critiques, c'est normal. Si on n'est pas prêts à les entendre, il faut changer de métier. Mais là, ce que je vois, c'est le mal belge : dès qu'on détecte un problème, on parle aussitôt de tout réformer ! Ça ne va pas. Moi, après les événements, j'ai tout de suite souligné qu'entre les polices communale et fédérale, tout avait bien fonctionné, même chose entre les zones de police - même si on peut toujours améliorer les choses, bien sûr. Une grande ville, c'est complexe. Bruxelles est le fruit de compromis communautaires, et je ne veux pas repartir dans une aventure institutionnelle. La scission de BHV, qui n'a pas changé grand-chose à la vie quoti-

dienne des gens, elle a coûté 500 jours sans gouvernement ! Je ne crois pas que les gens veulent ça. Il ne faut pas opposer les néerlandophones aux francophones, les Communautés entre elles.

**Soit, mais quand même, il y a cette demande de réforme récurrente : fusionner les zones de police...**

Je rappelle qu'il y a 26 zones de police dans le Brabant flamand ! Non, souvent, la réponse institutionnelle, c'est quand on n'a pas le courage de dire qu'on va débiter des moyens. Alors on cherche une réponse institutionnelle, en disant qu'il faut tout fusionner et que ça coûtera moins cher. Ce qui est faux.

**Les néerlandophones de Bruxelles resteront des partenaires à l'avenir ?**

Je suis confiant. Avant BHV, ils étaient considérés comme des ambassadeurs de la Flandre. Depuis lors, leur avenir politique est uniquement à Bruxelles. J'ai vu un vrai changement de mentalités. Ils n'ont pas toujours forcément la même sensibilité que les francophones de Bruxelles, mais ils apportent quelque chose. Le débat sur Bruxelles doit se dérouler d'abord entre Bruxellois. Pour ma part, je suis favorable à des listes bilingues, et il y aura des néerlandophones sur ma liste. Des socialistes flamands, je l'espère, mais en tout cas des progressistes. Ma liste reste ouverte par rapport à une personne comme Ans Persoons (NDLR : l'échevine SP.A avait démissionné dans la crise Mayeur), je ne sais pas si son parti la laissera faire.

**Mais les dernières prises de position ne contredisent-elles pas cela ?**

Mais non. Quand on voit Guy Vanhengel...

**Mais on prend toujours Guy**

**Vanhengel !**

Il est quand même le représentant du premier parti néerlandophone à Bruxelles. Mais je peux citer aussi Els Ampe au Collège, Ans Persoons avant. Elle n'est pas née à Bruxelles, mais elle se sent bruxelloise. Moi-même, je suis arrivé à Bruxelles à 12 ans, je suis né à Namur, et alors ?

**Vous ne doutez donc pas que les néerlandophones de Bruxelles vont rester des partenaires...**

Si j'en doutais, ça veut dire qu'il n'y aurait plus d'État... Chaque fois qu'on provoque une aventure institutionnelle à Bruxelles, on joue avec le feu. Imaginez, comme certains le font du côté francophone, de réduire le poids des néerlandophones à Bruxelles, ça veut juste dire que ce pays n'existera plus...

**Qui dit cela ?**

On voit bien que Défi est sur la balle. A l'approche des élections, deux partis, N-VA et Défi, font monter les enchères communautaires et certains courent derrière. Il faut garantir la paix communautaire. Il y a trois ministres néerlandophones au gouvernement régional, il y a dix-sept élus néerlandophones, je ne conteste pas cela, c'est normal. Je reprends : on part d'un match de foot qui tourne mal et on en arrive à réformer toutes les institutions... Vous vous rendez compte ? Quelle folie !

**Mais ça n'a pas commencé avec le match de foot, le débat ressort avec ces événements...**

Permettez-moi de prendre un exemple dont on ne parle jamais dans la presse : les soins de santé. On est l'une des villes du monde où les gens ont les soins de plus haute qualité. Que ce soit dans le secteur pu-

blic ou le secteur privé. Dans deux ans, il y aura le nouveau Bordet. Tous les hôpitaux du secteur public ont été reconstruits. Qu'on soit pauvre ou riche, on se fait soigner par les mêmes professeurs. Voilà, ça, c'est un vrai modèle. C'est Bruxelles.

**Reste que les attaques ne viennent pas que du côté néerlandophone. Benoît Lutgen, président du CDH, parle d'« un piétonnier improvisé, d'émeutes non maîtrisées, d'un stade national enterré »,**

**et réclame une « alternative à Bruxelles »...**

... Allez, on sait bien : Lutgen a un problème interne énorme avec le CDH bruxellois, tout le monde sait qu'il y a une bagarre homérique dans la section locale, et c'est la vieille technique du contre-feu... Ce sont des slogans. Ce n'est pas mon truc.

**Les « affaires », ça reste plombant ?**

Ma première obsession, ça a été de restaurer la gouvernance. J'ai commencé par moi-même. J'ai diminué mon salaire de 35 %. À un moment donné, quand vous êtes bourgmestre de Bruxelles, vous incarnez quelque chose. On m'a dit que j'avais beaucoup de mandats. Ben oui, j'avais 31 mandats, c'était ridicule. Mais c'était le fruit d'une époque ou d'un système qui faisait qu'on collectionnait ça. J'ai réformé tout cela.

**Et ça passe auprès des gens ?**

Je sens qu'ils ont envie d'y croire. J'en ai marre du négativisme permanent ! Je sens les gens motivés. Je vous ai parlé des hôpitaux, des écoles... Je vois des médecins, des directeurs heureux. Il faut arrêter de croire qu'on est dans une ville moribonde !

**Yvan Mayeur ?**

La mort civile a été abolie au

*XIX<sup>e</sup> siècle et il ne faut pas la rétablir. C'était cette sanction qui faisait que vous ne pouviez ni hériter, ni vous marier, ni avoir aucun droit. Vous n'existiez plus nulle part, vous étiez juste vivant. Il a payé ce qu'il devait en démissionnant, il mérite l'oubli et la paix. Après, l'histoire jugera. Je ne suis pas pour qu'on continue à s'acharner. Il faut tourner la page. ■*

Propos recueillis par

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT  
DAVID COPPI

## PACTE D'EXCELLENCE

### « Le problème, c'est que Milquet n'est plus là... »

Interrogé sur l'idée (en vogue) de régionaliser l'enseignement, Philippe Close juge « la question difficile » : « Si on enlève les Communautés, on enlève beaucoup de liens. Je n'oublie pas non plus que Bruxelles doit beaucoup aux Wallons pour son refinancement. S'il n'y avait pas eu des députés wallons pour expliquer à leurs électeurs qu'il faut se battre pour le refinancement de Bruxelles... » À ses yeux, « il n'y a jamais eu un plan aussi ambitieux que le Pacte d'excellence en Communauté française. C'est la première fois qu'on s'est donné les moyens de faire quelque chose de puissant. Je pense qu'un des gros problèmes, c'est que Joëlle Milquet n'est plus ministre de l'Enseignement. Elle avait la force pour porter cela et je ne suis pas convaincu que la ministre actuelle (Marie-Martine Schyns, NDLR) puisse le faire. Milquet pouvait convaincre le "libre", elle avait une adhésion générale... »

A-C B. ET D.C.I

## ANALYSE

### Pragmatique

Après Yvan Mayeur, idéologisant et clivant, Philippe Close, aux commandes à Bruxelles-Ville depuis six mois, se veut pragmatique et rassembleur. Ça tombe bien, c'est son profil. Et, s'il fallait résumer, sa philosophie réside toute dans ces quelques phrases : « Je vois bien les attaques de la N-VA et certains partis flamands après les incidents à Bruxelles, mais moi, contrairement à eux, face aux événements, je n'ai jamais été dans l'incrimination d'un niveau de pouvoir, j'ai travaillé sur les choses concrètes. Alors, oui, la sécurité, ça prend plus de 140 caractères, c'est plus que des punchlines, c'est long, il faut expli-

quer, c'est complexe. Plus généralement, on a un État compliqué, un État qui a du mal à s'aimer. Je suis né en 1971, j'ai toujours connu les réformes institutionnelles... Nous vivons dans un État qui se cherche, et une ville, Bruxelles, complexe, je l'ai dit, alors il faut toujours privilégier les solutions. » Cette philosophie et les réformes en matière de gouvernance (en cours, en termes de rémunérations comme de décumuls) suffiront-elles à tirer le PS de l'ornière après les affaires et à les relancer au mayorat en 2018 ? Notre dernier sondage Ipsos (Le Soir de samedi) redonne un peu de jus aux rouges. Qui, on

le voit bien avec Philippe Close aux commandes à Bruxelles-Ville, comme avec Rudi Vervoort à la tête du gouvernement régional, feront campagne sur l'air : « on se calme », « on maintient les communes, on maintient les zones de police, on maintient la Région », un peu des rouges tendance Casques bleus, face à des partis flamands considérés par le PS comme sous influence N-VA, et présentés comme très offensifs, pour ne pas dire agressifs, qui veulent réformer Bruxelles, avec l'envie sous-jacente de chasser le PS du pouvoir.

A-C. B. ET D.C.I